

**ACCORD REGIONAL DE SALAIRE du 25 novembre 2025**

**CCN des Ouvriers du Bâtiment  
de la REGION des HAUTS DE FRANCE**

**Entreprises jusqu'à 10 salariés**

Entre :

- La CAPEB Hauts de France
- La FFB Hauts-de-France
- La Fédération des SCOP BTP - FFB

D'une part,

Et :

- L'Union syndicale BTP Force Ouvrière Hauts de France
- L'Union Régionale CFTC Batimat TP

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent cinquante mille salariés, employés au sein de quatre cent quarante mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

*C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962.*

## **ARTICLE 1 : BAREMES DE SALAIRES MINIMAUX**

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

***Pour les départements des Hauts de France, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 :***

| <b>coef</b> | <b>Au<br/>01/01/26</b> |
|-------------|------------------------|
| 150         | 1 832 €                |
| 170         | 1 857 €                |
| 185         | 1 955 €                |
| 210         | 2 111€                 |
| 230         | 2 269 €                |
| 250         | 2 469 €                |
| 270         | 2 650 €                |

## **ARTICLE 2 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## **ARTICLE 4 : DUREE DE VALIDITE DE L'ACCORD**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

## **ARTICLE 5 : DEPOT**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de TOURCOING.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail et de l'Emploi.

Fait à Anzin-Saint-Aubin le 1<sup>er</sup> décembre 2025, en cinq exemplaires originaux

**Signataires :**

- [illegible]